



Aff N°: APA-DN-25-003

N° chrono: 4

Date: 23/06/25

PLAN GÉNÉRAL SIMPLIFIÉ DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

A75-REMPLACEMENT DES DISPOSITIFS DE RETENUE EN ACCOTEMENT LE BUISSON-ANTRENAS (48)

MAITRE D'OUVRAGE

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES DU MASSIF
CENTRAL

60 AVENUE DE L'UNION SOVIETIQUE
63012 CLERMONT FERRAND CEDEX 1

Maître d'oeuvre

DIR MASSIF CENTRAL DISTRICT NORD
Route de l'Ancien Pont d'Orbeil
63500 ISSOIRE
France

COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE**PHASE DE CONCEPTION**

APAVE INFRASTRUCTURES ET
CONSTRUCTION FRANCE - MENDE
GMYREK CARINE
27 Avenue Jean Moulin Batiment 2
1er étage
48000 MENDE

PHASE DE REALISATION

APAVE INFRASTRUCTURES ET
CONSTRUCTION FRANCE - MENDE
GMYREK CARINE
27 Avenue Jean Moulin Batiment 2
1er étage
48000 MENDE

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	23/06/25	PGC établi : Avant envoi du DCE aux entreprises	4

PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général simplifié de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général simplifié de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur nom.prénom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel nom.prénom correspond au nom et prénom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

Risques (Arrêté du 25.02.03)	Exemples de travaux - Liste indicative - Remarques
Chute de hauteur de plus de 3 m.	<ul style="list-style-type: none"> ■ charpente, toiture, étanchéité, pylône, château d'eau, pont, ... ■ montage, démontage, utilisation d'échafaudages, de PEMP(1), de PIR (2) ■ tranchées de grande profondeur, excavations, terrain escarpé, falaises, ...
Risques d'ensevelissement ou d'enlèvement	<ul style="list-style-type: none"> ■ tranchées, fouilles, excavations, travaux en pied de talus, ... ■ travaux à proximité de stockages de matière pulvérulente, liquide, ... ■ sols mouvants, fosses, silos, ...
Risques électriques : <ul style="list-style-type: none"> ■ contact avec des pièces nues sous- tension > à la TBT (50V. alternatif) ■ à proximité de lignes aériennes ou enterrées (HTA - HTB) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ rappels (alternatif) : HTA < 50 KV - HTB > 50 KV ■ travaux sur installations électriques au voisinage de pièces nues sous tension ■ levage, manutention, montage d'éléments préfabriqués ■ utilisation de PEMP(1), de semi, de bennes, d'échafaudages, ... ■ terrassement, creusement, tranchées, forages, sondages, ... ■ travaux en façade d'immeuble
Retrait ou confinement d'amiante friable	<ul style="list-style-type: none"> ■ travaux impliquant un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulation ■ travaux sur : calorifuge, flocage, bourre / carton d'amiante, tresse, bourrelet, textile, feutre, enduits, plâtre amianté / mortier ■ travaux de retrait avant démolition ■ travaux de fixation, d'imprégnation, d'enclassement y compris sur installations et équipements industriels, ...
Exposition à des substances chimiques ou agents biologiques nécessitant une surveillance médicale particulière	<ul style="list-style-type: none"> ■ travaux énumérés par les arrêtés du 11/07/77 ou du 11/05/82 (secteur agricole). Exemples : poussières d'amiante, de bois, de silice, d'ardoise, plomb, peinture par pulvérisation, agents cancérogènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction, agents biologiques pathogènes (égouts, abattoirs, aéro- réfrigérants, ...)
Démolition, déconstruction, réhabilitation impliquant les structures porteuses, d'un ouvrage ou partie d'ouvrage (Volume initial supérieur à 200m3)	<ul style="list-style-type: none"> ■ démolition totale ou partielle d'ouvrage ■ réhabilitation totale ou partielle
Montage ou démontage d'éléments préfabriqués lourds	<ul style="list-style-type: none"> ■ tous travaux au sens de l'article R.4534-103 du code du travail ■ éléments faisant partie intégrante de la construction : éléments préfabriqués en béton ou métalliques, pré-dalles, charpentes, poteaux, panneaux, etc.
Mise en œuvre d'appareils de levage de capacité supérieure à 60 tonnes mètres	<ul style="list-style-type: none"> ■ grue à tour ou mobile capable de lever 20 tonnes à 3 mètres ou 10 tonnes à 6 mètres ou 3 tonnes à 20 mètres, etc.
Reprise en sous-œuvre	<ul style="list-style-type: none"> ■ tous types de travaux de reprise en sous-œuvre ■ voir article R.4534-26 du code du travail
Travaux exposant à des radiations ionisantes	<ul style="list-style-type: none"> ■ radiographies de soudures, rayons X, etc.
Risques de noyade	<ul style="list-style-type: none"> ■ travaux au dessus ou à proximité de l'eau : ponts, quais, piscines, berges, bacs, bassins de rétention, stations d'épuration, ...
Travaux en plongée appareillée et travaux en milieu hyperbare	<ul style="list-style-type: none"> ■ travaux subaquatiques : travaux fluviaux, maritimes, dans les ports, piscines, écluses, ... ■ travaux en air comprimé (percement de tunnel, locaux, enceintes ou volumes pressurisés (surpression > 0,1 bar - essais, épreuves, recherche de fuites, ...)
Travaux de puits, terrassements souterrains, tunnels	<ul style="list-style-type: none"> ■ voir les articles R.4534-40 et suivants du code du travail
Usage d'explosifs	<ul style="list-style-type: none"> ■ travaux publics - démolitions d'immeubles
Autre risque détecté après analyse, en concertation avec le maître d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> ■ interférences avec un établissement en activité : risque industriel majeur, interface avec présence de public, réseaux ferré, routier, etc.

(1) PEMP : plate-forme élévatrice mobile de personnes - (2) PIR : plate-forme individuelle roulante

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION	7
1.1 PRESENTATION DE L'OPERATION	7
2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS	9
2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	9
2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	11
2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	13
2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS	15
3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT	16
3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	16
3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	17
3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX	19
3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES	19
3.5. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	20
4. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES	21
4.1. ORGANISATION DES SECOURS	21
5. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	22
5.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES	22
6. ANNEXES	23
6.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE	23

6.2. CALENDRIER DES TRAVAUX	27
6.3. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER	27
6.4. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)	27

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

1.1 PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1.1 Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

Nom de l'opération :

A75-REPLACEMENT DES DISPOSITIFS DE RETENUE EN ACCOTEMENT - LE BUISSON-ANTRENAS (48)

Descriptif de l'opération :**Adresse du chantier :**

Secteur Le Buisson/Antrenas du PR147+000 à PR152+000 et 169+000 à 172+000

Description générale

Remplacement des dispositifs de retenue en accotement de l'A75 sur les secteurs du Buisson et d' Antrenas comprenant la dépose des glissières existante et le remplacement de glissières métallique

Calendrier :

Date début des travaux : Septembre 2025

Durée totale des travaux : 1 mois

Planning - Phasage de l'opération :**Effectifs :**

Effectif moyen prévisible : 6

Effectif pointe prévisible : 8

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 3 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

1.1.2 Mode de consultation

Marché public

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

1.1.3 Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier simplifié de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

1.1.4 Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

- Déclaration préalable
- Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :
 - - Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr - liste des op. de réseaux concernés par les travaux
 - - Déclaration de travaux (DT) à faire.
- Présence du public, des usagers
- Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:
 - - Vous faire remettre la copie de la déclaration faite par l'employeur à l'inspection du travail.
 - - Déclarer vous-même ces salariés, en cas de défaut de déclaration de leur employeur.

1.1.5 Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

- Inspection commune avec le C.SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante. Date à fixer en accord avec le C. SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention.
- Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.
- Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :
 - - Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr
 - - DICT à faire et à adresser obligatoirement aux op. de réseaux
- Demande d'autorisation de voirie
- Présence du public, des usagers
- Entreprises étrangères : respect des dispositions du code du travail français
- Respect de la réglementation en vigueur relative au travail illégal
- Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:
 - - Les déclarer à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation.
 - - Désigner un représentant de l'entreprise, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à L8271-1-2.

2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

2.1. MODALITÉS D'ACCÈS DES DIFFÉRENTS INTERVENANTS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
19	<p>DISPOSITIONS NÉCESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISÉES PUISSENT ACCÉDER AU CHANTIER</p> <p>Personnes autorisées</p> <p>Personnes autorisées par le Maître d'ouvrage à accéder au chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les personnes appartenant à la Maîtrise d'ouvrage désignées pour participer à l'opération - les personnes appartenant à l'Assistance Maîtrise d'ouvrage si elle existe - les personnes appartenant à la Maîtrise d'œuvre et bureaux d'études associés désignées pour l'opération - les personnes appartenant aux bureaux de contrôle retenus par la Maîtrise d'ouvrage - les coordonnateurs SPS de l'opération - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les entreprises titulaires d'un contrat les liant au Maître d'ouvrage - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les sous-traitants déclarés au maître d'ouvrage et agréés par lui - les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : inspection du travail, DREAL, CARSAT (Ex. CRAM), CGSS, OPPBTP, médecins du travail des entreprises - toutes autres personnes autorisées par le maître d'ouvrage dans le cadre de l'opération. 	Maître d'ouvrage	Maître d'œuvre	Durée chantier
27	<p>Informations des salariés</p> <p>Dès l'entrée sur le chantier, le personnel sera systématiquement informé par son responsable hiérarchique d'entreprise, de ses obligations en matière de protections individuelles et collectives (obligations prescrites dans le PGC, port du casque et des chaussures de sécurité, port d'un badge nominatif, port des lunettes de sécurité etc...).</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
14	<p>Liste nominative des intervenants</p> <p>Chaque entreprise tiendra à jour la liste de ses salariés intervenant sur le chantier. Tenir cette liste à disposition de l'Inspection du Travail et des représentants de la CARSAT.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
16	<p>Identification des entreprises</p> <p>Toute personne intervenant sur le chantier doit pouvoir justifier de son appartenance à une entreprise déclarée et connue du Maître d'Ouvrage</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

7	<p>Conditions de travail des entreprises étrangères</p> <p>Application de l'article L 1262-1 concernant le détachement temporairement des salariés sur le territoire national, à condition qu'il existe un contrat de travail entre cet employeur et le salarié et que leur relation de travail subsiste pendant la période de détachement.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Application de l'article R 1263-3: l'employeur qui détache un ou plusieurs salariés, dans les conditions prévues au 1° et au 3° de l'article L 1262-1, adresse à l'Inspection du Travail du lieu où s'effectue la prestation, ou du premier lieu de l'activité si elle doit se poursuivre dans d'autres lieux, une déclaration réglementaire (voir modèle sur le site de l'Inspection du travail). • Article R 1263-5: la déclaration obligatoire prévue à l'article R. 1263-4 est accomplie avant le début de la prestation, par lettre recommandée avec avis de réception, par télécopie en langue française ou par transmission électronique. Elle se substitue à l'ensemble des obligations de déclaration prévues par le présent code, hormis celles prévues au présent chapitre. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
11	<p>Utilisation du personnel intérimaire</p> <p>Les entreprises utilisant du personnel intérimaire devront s'assurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que les qualifications des personnes sont adaptées au travail à effectuer, - que le certificat d'aptitude médical au poste de travail concerné a bien été délivré, - que les salariés intérimaires sont intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne la formation à la sécurité aux différentes techniques et différents matériels utilisés pour la réalisation de leurs tâches, la fourniture des E.P.I et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
17	<p>Prestataires de services sous la subordination de l'entreprise bénéficiant de la prestation</p> <p>La location de matériel avec chauffeur n'est pas considérée comme de la sous traitance si elle s'effectue sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire. Les modalités de coopération sont donc définies par une convention/contrat établi entre les 2 parties, complétées dans la plupart des cas par les mesures de coordination suivantes :</p> <p><u>A la charge du prestataire de service</u> : conduite en sécurité de l'engin, respect du code de la route et des dispositions particulières au chantier.</p> <p><u>A la charge de l'entreprise donneur d'ordre</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'assurer au préalable de la compétence du conducteur ainsi que de l'adéquation et de la vérification réglementaire de l'engin attestant de sa conformité, - accueillir l'intervenant afin de lui donner les consignes générales, - présenter à l'intervenant le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre afin de l'informer des risques spécifiques au chantier : les modes opératoires, les risques et mesures de prévention liés à la prestation seront intégrés dans le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre, - autorisations administratives nécessaires, DICT, élinguage, chargement, chef de manœuvre ou surveillant. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

23	Fournisseurs - Livreurs Lorsque le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage ou une entreprise reçoit un fournisseur, un livreur, un représentant est chargé de l'accueillir à l'entrée du chantier, de le guider et l'accompagner dans ces déplacements sur le chantier. Le représentant du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre ou de l'entreprise lui fournit les équipements de protection individuels nécessaires à sa protection s'il n'en est pas déjà pourvu. Si nécessaire, un plan d'accès aux différentes zones de chantier lui sera communiqué. Le " Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité " (application de la recommandation R 476) est à la disposition des entreprises dans ce but afin de faciliter l'intervention de leurs livreurs : cf. DHOL en annexe .	Tous interv.		Durée chantier
13	Déclaration de sous-traitants Lors de la remise des offres et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises soumissionnaires sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage. Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le Maître d'Ouvrage dans les conditions prévues à l'article 2.41 du C.C.A.G. ainsi que l'article 3 de la Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975. Elles devront établir, au même titre que l'entreprise titulaire d'un lot, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S) dans le délai réglementaire. L'entreprise et son sous-traitant prendront rendez-vous avec le Coordonnateur SPS afin de réaliser une inspection commune du chantier, avant tout travaux ou intervention. Le non respect d'une de ces obligations réglementaires, en particulier la découverte sur le chantier d'entreprises sous-traitantes non identifiées dans le registre journal de la coordination, fera l'objet d'une information au Maître d'ouvrage. Celui-ci statuera sur la procédure d'exclusion du chantier de l'entreprise et sur l'application de pénalités prévues au CCAP au titulaire du marché.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.
45	DISPOSITIONS D'ACCES AU CHANTIER Itinéraire d'accès - Fléchage L'accès aux zones de travaux se détermine lors de la réunion préparatoire de chantier. Les charges admises, hauteurs et largeur maximum des véhicules devront être connues avant le démarrage des travaux, renseignement à prendre auprès des services concernés.	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché	Avant interv.

2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
41	PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES Branchements provisoires Les branchements provisoires de chantier Electricité, adduction d'eau potable, raccordement eaux usées, eaux vannes sont à la charge de l'entreprise titulaire du marché. Les points de raccordements seront indiqués clairement sur le plan d'installation chantier fourni par cette entreprise	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché	Durée chantier

28	ZONE DE CANTONNEMENT Toute opération doit disposer d'une zone de cantonnement pour accueillir les installations de vie collective et d'hygiène, qui seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier, conformément aux articles R4534-139 et suivants.	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché	Durée chantier
	Installations communes de vie collective			
39	Vestiaires Chaque entreprise devra mettre à la disposition des travailleurs des locaux-vestiaires conformément à R4534-139 du Code du Travail : convenablement aérés, éclairés et suffisamment chauffés, nettoyés au moins une fois par jour et tenus en état constant de propreté.		Toutes entrep.	Durée chantier
	Réfectoire			
34	Pendant la crise sanitaire, et du fait de la fermeture des restaurants, l'entreprise titulaire du marché mettra en place un local réfectoire avec tables et chaises en nombre suffisant, revêtement imperméable facile à nettoyer, chauffe-gamelles, réfrigérateur, chauffage, éclairage et extincteur approprié, eau froide et chaude distribuées par mélangeur individuel en quantité adaptée à la consommation, essuie-mains à utilisation unique	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché	Durée chantier
	Installations communes d'hygiène			
38	Sanitaires Pour chaque zone de travaux, l'entreprise titulaire du marché mettra en place un local sanitaire chauffé et aéré, dimensionné pour l'effectif maximum prévu avec : - 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 personnes - 1 lavabo pour 10 personnes - 1 cabine de douche pour 10 personnes (travaux insalubres ou salissants) avec branchement eau chaude, eau froide en quantité adaptée et installation hors gel. Les réseaux d'alimentation en eau ainsi que les réseaux d'eaux usées qui seront hors gel. L'entreprise sera responsable de la maintenance et de la vérification en ce qui les concerne. Si les installations fixes (article R.4534-139 du Code du travail) ne pouvaient être installées compte tenu de la nature du chantier, il sera mis en place des véhicules de chantier spécialement aménagés à cet effet pour permettre aux travailleurs de disposer de cabinets d'aisances, de vestiaires et si possible de douches (article R.4534-140 du Code du Travail).	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché	Durée chantier
6	Bureaux de chantier Afin de faciliter l'organisation générale de chantier l'entreprise titulaire du marché mettra en place un Bureau de chantier faisant office de salle de réunion : Avec tables et chaises en nombre suffisant, tableaux et meubles de rangement, chauffage éclairage, prises électriques et extincteur approprié.	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché	Durée chantier
1	Nettoyage des installations (ensemble du cantonnement y compris dans les ouvrages) L'ensemble des installations du cantonnement (sanitaires, réfectoire, vestiaires, bureaux...) sera nettoyé quotidiennement . Ces travaux de nettoyage feront l'objet d'un contrat avec une entreprise extérieure qui sera imputé au compte prorata.	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché	Durée chantier

	NETTOYAGE DU CHANTIER Nettoyage des zones d'intervention Le chantier devra être constamment maintenu en parfait état de propreté. Chaque entreprise doit tenir propre ses zones de travail, et doit, en conséquence, procéder au ramassage et à l'évacuation de ses gravats, déchets, emballages, etc..... durant et après chaque intervention, et cela pour chaque jour de travail avec pour objectif d'améliorer les conditions de travail et de limiter les risques de chutes et blessures des personnes.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
42	Nettoyage de la voirie extérieure au chantier Lors de chaque phase de roulage de matériaux nécessitant l'utilisation de plusieurs camions, un nettoyage systématique des voies adjacentes souillées, sera effectué le jour même par l'entreprise responsable. En cas de nécessité, l'entreprise organisera plusieurs nettoyages par jour pour assurer la propreté des voies afin de ne pas provoquer d'accident.	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché	Durée chantier
20				

2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
36	RECHERCHE D'OUVRAGES OU DE RESEAUX ENTERRES / AERIENS : DT et DICT Les travaux réalisés au voisinage d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, qu'ils se déroulent dans le domaine privé ou public, sont soumis à certaines dispositions réglementaires (décret 2011-1241 du 05/10/2011) : - déclaration de projet de travaux (DT) : à charge du maître d'ouvrage, au stade de l'élaboration du projet, - déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) : chaque entreprise, y compris sous-traitante, ou membre d'un groupement d'entreprises, chargée de l'exécution des travaux, est tenue d'adresser cette déclaration avant intervention. Les formulaires permettant d'effectuer ces déclarations, ainsi que la liste des exploitants de réseaux à qui elles doivent être envoyées, sont disponibles sur le Télé - service www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr . La consultation du Télé- service est obligatoire. Ces déclarations doivent être renouvelées si les travaux n'ont pas débutés dans les 3 mois après la consultation du Télé - service.	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre	Avant interv.
18	CLASSES DE PRECISION DE LOCALISATION DES RESEAUX ENTERRES La précision de localisation des réseaux enterrés est classifiée de la manière suivante : • Classe A : ≤ 0.40m pour réseau rigide ou ≤ 0.50m pour réseau flexible • Classe B : ≤ 1.50m • Classe C : > 1.50m	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

44	D.T. Déclaration de vos projets de travaux aux exploitants ayant des réseaux à proximité de la zone où vous prévoyez des travaux en utilisant le télé-service www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr . Ce service permet de connaître les exploitants ayant des réseaux aériens, souterrains, ou subaquatiques, sur terrain public ou privé. Communiquer au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS toutes les réponses pour prise en compte dans les marchés de travaux	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Avt arriv. Ent
35	D.I.C.T. Avant exécution des travaux, que vous soyez entreprise titulaire ou sous-traitant, vous devez impérativement consulter le télé-service www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr , afin d'identifier les exploitants de réseaux et localiser les réseaux situés dans l'emprise ou à proximité des travaux. Le télé - service vous donne accès aux formulaires de Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) pré-remplis à télécharger et à transmettre aux exploitants. Joindre les réponses des DICT au PPSPS de votre entreprise. Tous travaux non débutés dans les 3 mois ou des modifications dans les travaux doivent faire l'objet d'un renouvellement de DICT.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.
40	DEFINITION DES DOMAINES DE TENSION Les 4 domaines de tension sont : <u>Pour l'alternatif :</u> - TBT < à 50 Volts - BT entre 50 V et 1 000 Volts - HTA entre 1 000 V et 50 000 Volts - HTB > 50 000 Volts <u>Pour le continu :</u> - TBT < à 120 Volts - BT entre 120 V et 1 500 Volts - HTA entre 1 500 V et 75 000 Volts - HTB > 75 000 Volts	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
24	DEFINITION DES DISTANCES DE SECURITE Les distances de sécurité sont définies entre un opérateur et une installation ou un ouvrage. On distingue 5 types de distances à partir d'une pièce nue sous tension: <ul style="list-style-type: none"> • DLI : distance limite d'investigation (établie à 50 m) • DLVS : distance limite de voisinage simple (3 m < à 50 000 volts - 5 m > 50 000 Volts) • DLVR : distance limite de voisinage renforcée (en BT = 30 cm - en HT = distance variable en fonction de la tension) • DMA : distance minimale d'approche (en BT = DLVR - en HT = distance limite à ne jamais franchir) • DLAP : distance limite d'approche prudente autour d'une canalisation isolée enterrée (50 cm de la canalisation) 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
49	CIRCULATION AU VOISINAGE DU CHANTIER Circulation routière <u>Signalisation du personnel</u> Le personnel travaillant sur les parties du chantier sous circulation sera signalé par le port d'un boudier ou d'un gilet rétro-réfléchissant classe 2.	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché	Durée chantier
9	<u>Signalisation du matériel</u> Les parties latérales ou saillantes des échafaudages ou des véhicules empiétant sur la chaussée seront marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes et signalées la nuit par des feux autonomes de type éclat.	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché	Durée chantier

33	<u>Signalisation des engins</u> Les engins opérant sur ou aux abords de la chaussée seront signalés par les feux spéciaux conformes aux prescriptions réglementaires	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché	Durée chantier
30	<u>Information</u> Informer le personnel des dangers présentés par la circulation aux abords du chantier.	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché	Avant interv.
31	<u>Signalisation du chantier</u> Travaux réalisés sous basculement total de la circulation. Mise en place et entretien du balisage et de la signalisation par la DIIR Massif central	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Durée chantier
3	<u>Maintenance de la signalisation</u> Les zones de travaux seront protégées de la circulation routière par fermeture et mise en place d'un basculement total de la circulation sur les voies du sens opposé. Ce balisage sera à la charge de la DIR Massif Central	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Durée chantier
12	<u>Protections vis à vis de la circulation routière</u> Protection du chantier par SMV	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Durée chantier

2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
29	AMIANTE Incertitude quant à la présence d'amiante Avant tout travaux de démolition (totale ou partielle), des repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante doivent être communiqués par le maître d'ouvrage à l'ensemble des intervenants. L'ensemble des résultats issus des repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante seront communiqués pendant la phase de préparation. Avant toute intervention de démolition y compris découpage de chaussée, les entreprises devront s'assurer de l'absence d'amiante dans les matériaux susceptible d'en contenir (revêtement routier, produits bitumeux, enduits, etc...) Des prélèvements ont été réalisés en 2014 ils n'ont pas révélés la présence d'amiante, Cinq nouveaux prélèvements ont été réalisés, les résultats sont attente Dans l'attente des résultats et de leur communication, il appartient au maître d'œuvre et aux entreprises d'interdire tous travaux sur les parties d'ouvrage susceptibles de renfermer des matériaux et produits amiantés.			Avant interv.

3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT

3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	CIRCULATION DES ENGINS ET VEHICULES			
48	Conditions de circulation Consignes applicables pour les engins et véhicules se déplaçant sur le chantier : respecter les limitations de vitesse imposées : 30 Km/h maximum respecter la signalisation respecter les interdictions (passage, charges limites, stationnement, etc.) respecter les priorités respecter les distances minium de sécurité respecter le code de la route ne transporter personne en dehors des places prévues à cet effet circuler godet ou lame baissée (si l'engin en est muni) ne pas circuler benne levée circuler feux de croisement allumés ne pas circuler au point mort	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
51	La circulation relative aux accès et aux approvisionnements de chantier se fera dans la mesure du possible par les voies existantes Son entretien et nettoyage journalier sera réalisé par l'entreprise titulaire du marché. L'entreprise titulaire du marché devra s'assurer des charges admises avant le démarrage des travaux, Dans le cas où des voies provisoires pour permettre les accès à des zones de travaux s'avéraient nécessaires, elles seraient réalisées par l'entreprise titulaire du marché.L'entreprise devra s'assurer de sa stabilité aux charges. L'ensemble de ces accès sera entretenu pendant toute la durée du chantier par l'entreprise titulaire du marché. . Si des plates formes s'avéraient nécessaire pour la mise en place des installations de chantier ou pour le stockage des matériaux, elles seront réalisées par l'entreprise titulaire du marché.	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché	Durée chantier
43	Séparation des voies de circulation <u>Dispositif de séparation</u> Afin de protéger le personnel des risques dûs à la circulations, des dispositifs de séparation seront mis en place entre les zones de travaux et les voies restant sous circulation pendant toute la durée de l'intervention.	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché	Durée chantier

	MOYENS DE CIRCULATION HORIZONTALE : PASSERELLES - PLANCHERS - PLATEFORMES			
46	Le choix et la mise en place de moyens de circulation de bonne qualité permet d'éviter les risques d'accident de plain-pied et les chutes de hauteur. Les passerelles, planchers, plateformes, seront construits en conformité avec les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Ils seront dimensionnés, installés, fixés et protégés de sorte que la circulation dans un sens et dans un autre puisse se faire sans créer de risque de chute. Ils seront équipés de dispositifs collectifs de protection contre les chutes de hauteur. Ils garantiront l'accès et la circulation dans des conditions ergonomiques. Ils devront permettre le passage d'un brancard et assurer l'évacuation en cas de danger imminent. Ils seront convenablement éclairés.	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché	Durée chantier

3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
26	<p>EQUIPEMENTS DE TRAVAIL SERVANT AU LEVAGE</p> <p>Sujétions relatives à l'utilisation des appareils de levage</p> <p>Principales dispositions envisagées relatives au nombre et à l'emplacement des engins de levage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chaque entreprise devra transmettre au coordonnateur SPS ses moyens de levage et ses besoins pour la réservation de son emplacement avant l'installation de chantier. Afin de limiter le nombre d'engins sur le site, les corps d'état pourront utiliser les moyens de levage par une entreprise aux heures et conditions définies par celle-ci. Une convention inter-entreprise sera conclue, définissant les responsabilités de chaque entreprise. • Les moyens de levage ne pourront être utilisés sur le chantier que s'ils sont à jour des vérifications réglementaires. Les rapports de vérification, carnets d'observation, comptes rendus de vérifications seront tenus obligatoirement à disposition sur le site, une copie sera transmise au coordonnateur SPS. • Mesures concernant le planning et le phasage des travaux • Interdiction d'introduire un engin de levage ou de pompage du béton sans une étude des interférences avec les autres engins de levage • Il n'est pas prévu de chantier à proximité. Néanmoins les entreprises prendront les dispositions nécessaires en cas d'interférence avec d'autres moyens de levage • En cas d'interférence entre des moyens de levage, les entreprises devront prendre les dispositions nécessaires. • Chaque entreprise installant sur le site un dispositif de levage fournira au coordonnateur de sécurité tous les renseignements définissant l'appareil de levage, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> ¿ nomenclature et caractéristiques, ¿ adaptation au service envisagé, ¿ consignes particulières d'utilisation, ¿ nom des personnes ou organisme compétents pour procéder aux vérifications initiales et périodiques des appareils de levage. ¿ Interférence des appareils de levage ¿ L'implantation et les caractéristiques des appareils de levage feront l'objet d'un plan d'installation soumis au Maître d'Ouvrage, Maître d'Oeuvre et au Coordonnateur SPS. ¿ Interférence des appareils de levage et des lignes électriques ¿ Avant toute installation d'un engin de levage, l'entreprise réalisera un repérage des lignes électriques existant aux abords de l'aire d'évolution de l'engin. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

50	<p>Chaque entreprise sera responsable de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'utilisation de ses propres moyens de levage, • du balisage et de la signalisation des zones de manutention, • de l'élinguage des charges qui devra être réalisé au moyen d'un système adapté. En aucun cas le conditionnement des colis ne devra servir de boucle de levage. <p>Dans le cas de l'utilisation d'un moyen de levage d'une entreprise pour l'ensemble des corps d'état, les approvisionnements devront être réalisés avant l'évacuation de celui-ci.</p> <p>Avant toute installation, les entreprises devront communiquer au coordonnateur leurs projets d'installation de treuils, consoles, recettes en façade. Les entreprises devront fournir des descriptifs et des justificatifs des modes de fixation, des modes opératoires, charges, efforts exercés notamment exclusion de console sur étau simplement bloqué en force ...</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
21	<p>Proximité de terrassement en excavation</p> <p>Les appuis des engins de levage ne devront pas être positionnés en bord de talus ou de tranchée. Respecter les distances entre les appuis des engins de levage et les fouilles ou excavations définies dans les notices</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.
5	<p>MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES</p> <p>Conditionnement des matériaux et matériels</p> <p>Conformément au Code du Travail, l'employeur doit prendre les mesures d'organisation appropriées afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges.</p> <p>Les PPSPS décriront les moyens mis en œuvre afin de limiter le recours à la manutention manuelle. Ils préciseront le nombre de salariés formés aux techniques de manutentions manuelles ("GESTES" et "POSTURES").</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
47	<p>APPROVISIONNEMENTS</p> <p>Livraisons - Approvisionnements</p> <p>Le lieu de livraison et les horaires les plus adaptés seront à déterminer pendant la réunion de préparation de chantier en accord avec le maître d'ouvrage. Au besoin, fournir un plan de situation et un plan d'accès à la demande du négociant. Désigner une personne pouvant être contactée en cas de difficultés pour la livraison.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
10	ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS NON DANGEREUX Déchets, gravats, tous produits non dangereux Evacuation de gravais au fur et à mesure	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3.5. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
8	RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : REGLES GENERALES Projection de matières Lorsque des travaux présentant des risques de projection sont accomplis sur un chantier, mettre en oeuvre des systèmes anti-projection. A défaut d'écrans protecteurs, délimiter et signaler convenablement les zones dangereuses. Porter obligatoirement des lunettes de sûreté pour tous travaux sur des matériaux durs susceptibles de produire des éclats.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
37	RISQUES LIES AUX ARMATURES ET TUBES EN ATTENTE Armatures en attente Les aciers en attente devront être repliés, crossés ou protégés par des cabochons appropriés pour ne pas constituer un danger en cas de chute de personne	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché	Durée chantier
2	UTILISATION DE PRODUITS DANGEREUX Lors de la mise en oeuvre d'un produit dangereux sur le chantier, se conformer scrupuleusement aux mesures de prévention indiquées dans la fiche de données de sécurité, notamment celles relatives à l'utilisation du produit, à son stockage, ainsi qu'au port des équipements de protection individuels spécifiques. Joindre obligatoirement la fiche de données de sécurité au PPSPS. Limiter le nombre de personnes présentes dans la zone de travail. Les zones ou locaux dans lesquels un produit dangereux est utilisé doivent être signalés à l'attention des autres intervenants du chantier (balisage, panneaux,...), et convenablement ventilés. Appliquer toutes les mesures en matière de mise en oeuvre et de sécurité préconisées par le fournisseur. Remettre à chaque utilisateur du produit la notice d'utilisation, la commenter et l'expliquer.	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché	Durée chantier

4. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

4.1. ORGANISATION DES SECOURS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
15	<p>APPEL DES SERVICES D'URGENCE - MOYEN D'APPEL - CONSIGNES AUX INTERVENANTS</p> <p>Numéros d'appel d'urgence - Cas général</p> <p>N° à composer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • SAMU : 15 ou 112 à partir d'un téléphone fixe ou mobile. • Police ou Gendarmerie : 17 • Sapeurs pompiers : 18 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
25	<p>Téléphone mobile</p> <p>Pour l'appel des secours, doter en permanence chaque chef d'équipe d'un téléphone portable en état de fonctionnement et lui rappeler que le numéro d'appel par ce type d'appareil est le 112.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

5. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

5.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
4	<p>MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION ENTRE LES INTERVENANTS</p> <p>Sous-traitants</p> <p>Chaque entreprise devra Communiquer la liste des sous-traitants, leurs coordonnées et la nature des travaux sous-traités.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
22	<p>PPSPS</p> <p>Remise du PPSPS au coordonnateur</p> <p>Chaque entreprise devra faire parvenir au coordonnateur SPS son Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé. jours avant le début de son intervention</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.
32	<p>INSPECTION COMMUNE</p> <p>Rappel des dispositions réglementaires : l'inspection commune est obligatoire avant l'intervention de chaque entreprise sur le chantier.</p> <p>En cas de sous-traitance de tout ou partie des travaux, l'entreprise doit obligatoirement participer à l'inspection commune avec chacun de ses sous-traitants.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.

6. ANNEXES

6.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

6.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES DU MASSIF CENTRAL 60 AVENUE DE L'UNION SOVIETIQUE 63012 CLERMONT FERRAND CEDEX 1 France		dirmc@developpement-durable. gouv.fr
Maître d'oeuvre	DIR MASSIF CENTRAL DISTRICT NORD Route de l'Ancien Pont d'Orbeil 63500 ISSOIRE France		
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - MENDE 27 Avenue Jean Moulin Batiment 2 1er étage 48000 MENDE France	Mme GMYREK CARINE	carinne.gmyrek@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - MENDE 27 Avenue Jean Moulin Batiment 2 1er étage 48000 MENDE France	Mme GMYREK CARINE	carinne.gmyrek@apave.com

6.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
DDTEFP	DIRECCTE IMMEUBLE LE ST CLAIR AV DU 11 NOVEMBRE 48000 MENDE France		0466656100
CRAM	CARSAT 34 Service Prévention 29 Cours Gambetta 34068 MONTPELLIER CEDEX 2 France		0467129563 prev@carsat-lr.fr
OPPBTP	OPPBTP - ORGANISME PROFESSIONNEL DE PREVENTION DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS 120, Avenue Nina Simone 34 000 MONTPELLIER France		0467634750 0467545414 occitanie@oppbtp.fr

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux - **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole

6.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	15 (à partir d'un tel. fixe) ou 112 (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	17
Pompiers	18

6.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
----------------	---------	--------------	----------------------------

6.1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS
01	Entreprise titulaire du marché	<i>Non désigné</i>							

6.2. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calendrier des travaux :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

6.3. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

6.4. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

PLAN PARTICULIER SIMPLIFIE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Tous les entrepreneurs, indépendants compris, intervenant sur le site doivent établir un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).
- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en fonction :

- des contraintes propres à l'opération
- des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise.
- des prescriptions particulières du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Un PPSPS doit analyser de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le site. Il doit être impérativement adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise.

Il doit définir les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrire les mesures de sécurité mises en oeuvre pour supprimer ces risques.

Le PPSPS énumère le contenu des renseignements que l'entreprise doit fournir ainsi que les mesures qu'elle entend prendre pour assurer la sécurité de son personnel et de celui des autres entreprises travaillant sur le chantier.

Un PPSPS est tenu à jour durant le chantier : il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à toute intervention, chaque entrepreneur procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune aura lieu avant la diffusion définitive du PPSPS de manière à intégrer éventuellement dans ce document les consignes résultant de l'inspection.

Chaque entreprise intervenante devra diffuser son PPSPS au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffusera son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (Ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBTP.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur de sécurité transmettra aux entrepreneurs, ou laissera en consultation sur le chantier, un exemplaire du plan particulier de sécurité et de protection de la santé du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout plan particulier de sécurité et de protection de la santé peut être obtenu par chacun des entrepreneurs participant à l'opération sur simple demande auprès du coordonnateur SPS.